

Études et rapports publiés en juin, juillet, août 2018

Revue de presse Rapport annuel Mal-Logement, Mal-Logés

Découvrez [les articles](#) parus dans la presse évoquant la parution du *Rapport annuel de l'ONPES 2017-2018 «Mal logement, mal logés»*, présenté à la conférence de presse du 2 mai 2018 au Ministère des solidarités et de la santé. 06/06/2018.

Observatoire national DE LA PAUVRETÉ et de L'EXCLUSION SOCIALE

Comité de suivi et d'évaluation des fonds
d'appui aux politiques d'insertion



La mise en place du Fonds d'appui au politique d'insertion (FAPI) et son suivi par l'ONPES

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) a été saisi, en mai 2017, par la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, puis par la ministre des Solidarités et de la Santé afin de «*procéder à une synthèse annuelle du contenu des conventions d'appui au politiques d'insertion définies à l'article L.263-2-1*».

L'inspection générale des affaires sociales (IGAS) a également été saisie par la ministre des Solidarités et de la Santé afin de soutenir l'Onpes dans la réalisation de cette synthèse, en apportant ses compétences en matière d'évaluation et son appui à la rédaction du rapport. Le 8 juin 2018 s'est tenue au Ministère des solidarités et de la santé, sous l'égide de l'Onpes, la réunion de lancement du comité de suivi et d'évaluation du Fonds d'appui aux politiques d'insertion (FAPI), en présence de Jérôme Vignon, président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes), Michèle Lelièvre, secrétaire générale de l'Onpes, et des deux rapporteuses Mireille Gauzere et Véronique Guillermo, inspectrices générales des affaires sociales (IGAS).

ONPES. J.Vignon, M. Lelièvre, N. Duvoux, M. Gauzere, V. Guillermo. 08/06/2018.

Pauvreté

[Revenus et pauvreté dans les quartiers prioritaires](#)

Selon le rapport annuel du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et de l'Observatoire National de la Politique de la ville (ONPV), la pauvreté est souvent mesurée à partir de la seule approche monétaire. Elle peut également être mesurée via l'accès à des dispositifs spécifiques destinés à lutter contre la pauvreté et l'exclusion, minima sociaux, couverture maladie universelle complémentaire, etc...et accessibles sous conditions de ressources.

Noémie Oswald. CGET, ONPV. [Rapport annuel 2017](#). 08/2018.

[Pauvreté dans et hors des quartiers prioritaires](#)

Les quartiers prioritaires de la ville (QPV) regroupent, dans les unités urbaines de plus de 10 000 habitants, des ménages dont le taux de pauvreté est particulièrement élevé : 43 % en moyenne. En France métropolitaine, sur les 9,1 millions de personnes pauvres, 76 % résident dans une intercommunalité comprenant au moins un QPV, dont 23 % dans un quartier prioritaire. Ce sont les chiffres du rapport annuel 2017 du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et de l'Observatoire National de la Politique de la ville (ONPV).

Sarah Audras-Marcy. [Rapport annuel 2017](#). 08/08/2018.

Minima sociaux

[« Aides sociales » : un rôle majeur dans la réduction de la pauvreté monétaire en France](#)

Une grande part des droits aux transferts sociaux ouverts sont directement liés aux cotisations sociales payées (en retraite et en assurance chômage notamment). De fait, la majorité des prestations versées n'ont pas de visée directement redistributive. À contrario, les minima sociaux, la Prime d'activité, les allocations logement ou encore certaines prestations familiales ont un objectif explicite de redistribution et de réduction de la pauvreté monétaire.

M.André, P.Madec. Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).Étude, 21/06/2018.

[En 2016, le nombre d'allocataires de minima sociaux diminue pour la première fois depuis 2008](#)

En tenant compte des conjoints et des enfants à charge, environ 7 millions de personnes, soit 11 % de l'ensemble de la population sont couvertes par les minima sociaux, fin 2016. Dans les DROM, un tiers de la population est couverte.

Mathieu Calvo. DREES, [Études et Résultats n°1072](#).06/07/18.

Protection sociale

[Que coûtent effectivement les « aides sociales » ?](#)

La question du coût excessif et de l'inefficacité supposée des « aides sociales » se trouve de nouveau mise au-devant de l'actualité, dans le cadre d'un débat plus général sur l'utilité des aides. Témoin depuis près de deux décennies du rôle joué par les prestations sociales dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) se doit de livrer quelques éléments factuels.

Jérôme Vignon, Jean-Luc Outin. [ONPES](#), communiqué de presse, 18/06/2018.

[La protection sociale en France et en Europe en 2016 - Résultats des comptes de la protection sociale](#),

Cet ouvrage analyse les évolutions récentes des prestations sociales et des ressources les finançant, pour les différents risques (santé, vieillesse-survie, famille, emploi, logement, pauvreté-exclusion). Ces dépenses sociales sont mises en perspective et comparées avec celles des autres États membres de l'Union européenne. Cette nouvelle édition s'enrichit d'une analyse portant sur « l'effort social de la nation » au service de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

DREES, Ouvrage. [Collection Panoramas Social](#), 21/06/2018.

[La France \(presque\) « championne du monde » de la dépense sociale et de la baisse de la pauvreté](#)

La France serait « championne du monde » de la dépense (publique) en protection sociales selon cette étude de L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Raul Sampognaro, Xavier Timbeau. [OFCE](#). Étude, 21/06/2018.

[Le déficit de la protection sociale se réduit en France, dans un contexte de reprise économique en Europe](#)

En France, les dépenses de prestations de protection sociale, qui ont fortement progressé en 2009, à la suite de la crise, ralentissent depuis. En revanche, les mesures de 2016, relatives à l'insertion professionnelle et au risque pauvreté-exclusion sociale soutiennent la progression globale des prestations.

É. Corazza, C. Ferretti, M. Glotain, J. Grangier, J.C. Héam, A. Lafon, L. Gonzalez, M. Mikou, C. Pilorge, M. Rhomari, R. Roussel. [DREES. Études et Résultats n°1068](#). 06/2018.

Droits fondamentaux

Logement

[Conditions de logement : amélioration de la situation des ménages à bas revenus mais des inégalités toujours marquées](#)

Dans un contexte d'amélioration générale de l'habitat, les conditions de logement des ménages à bas revenus restent moins bonnes que celles des ménages plus aisés. L'écart entre la part des ménages à bas revenus disposant du confort de base et cette même part pour les ménages plus aisés s'est nettement réduit. De 17 points en 1996, l'écart n'est plus que de 5 points en 2013. En 2013, 89 % des ménages à bas revenus vivent dans un logement disposant de ce niveau de confort.

Mathieu Calvo, Lucile Richet-Mastain, [DREES. Études et Résultats n°1069](#). 06/2018.

Éducation

[Comment se fabriquent des offres scolaires inégales?](#)

Le document de travail *Comment se fabriquent des offres scolaires inégales* fait suite à une journée d'études, organisée par l'Institut national des études démographiques (Ined) et le Collège international des sciences territoriales (Cist) en mars 2017. De l'école primaire à l'université, en France, au Québec et au Japon, les auteurs interrogent ici le rôle d'offres scolaires différenciées dans la construction spatiale des inégalités éducatives. Les travaux présentés ici permettent donc de décrire, mais surtout d'expliquer et de décortiquer la fabrique des différences, des ségrégations et, *in fine*, des inégalités.

J. Cayouette-Remblière, F. Jedlicki et L. Moulin. [INED](#). Documents de travail n° 241.

Dimension territoriale

[La France et l'Europe face au défi de la "cohésion des territoires"](#)

Le rapport sur la cohésion des territoires 2017 du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) montre tout d'abord une forme de déclassement des régions françaises. Ce sont quatre France qui se distinguent : *un arc nord-est* qui cumule les fragilités sociales, économiques et démographiques, *des franges littorales* portées par un dynamisme économique et démographique, *une Île-de-France* qui, malgré une croissance solide, peine à attirer de nouveaux habitants, et *des territoires ultramarins* marqués par de "puissantes vulnérabilités". CGET. [Rapport](#). 07/2018.

Numérique

[Les bénéfices d'une meilleure autonomie numérique](#)

Ce rapport cherche à identifier et quantifier les bénéfices d'une amélioration de la maîtrise des outils numériques par la part de la population française qui ne les utilise pas dans la vie courante. Dans un monde où l'interface numérique devient de plus en plus fréquente pour les opérations les plus simples de la vie courante, l'absence de maîtrise de ce moyen de communication peut entraîner un risque d'exclusion pour les populations concernées.

A. Baena, C. Rachiq. France Stratégie. [Rapport](#). 07/2018.

Dimension internationale

OCDE

[L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale](#)

Sous le titre « A broken social elevator ? How to promote social mobility », l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publie un rapport s'interrogeant sur le déclin de la mobilité sociale et formulant une série de constats, ventilés par groupes d'États membres. Naître dans un milieu défavorisé ou favorisé prédispose, selon l'OCDE, à y demeurer, tant en matière sanitaire et éducative que d'emploi et de revenus. Le rapport dresse un état des lieux des inégalités actuelles et émet des recommandations s'agissant des politiques publiques et des filets de sécurité à déployer.

OCDE - [Rapport](#) 15/06/2018

Europe

France

[La France est l'un des pays d'Europe où la pauvreté persiste le moins](#)

La France est l'un des pays d'Europe où le taux de pauvreté est parmi les plus faibles. Il s'élève à 6,8 % au seuil à 50 % du niveau de vie médian en 2015. Seule la Finlande a un taux sensiblement plus faible, de 5 %. L'Allemagne et le Royaume-Uni se situent à 10 % environ, soit 50 % de plus que le niveau français. En Italie (14 %) et en Espagne (15,5 %), il est plus de deux fois supérieure.

Observatoire des inégalités. Note, 06/07/2018.

Finlande

[Revenu de base : bilan contrasté pour l'expérience finlandaise](#)

Lorsque, le 1^{er} janvier 2017 en Finlande, Juha Sipilä, premier ministre, lance l'expérimentation du revenu de base, les médias étrangers affluent dans le pays. La Finlande devient alors le premier État européen à expérimenter, pour une période de deux ans, ce dispositif à l'échelle nationale. Dix-huit mois plus tard, le bilan est contrasté. À tel point que son éventuelle prolongation n'a pas encore été décidée.

Anne-Françoise Hivert. Le Monde Économie. Article, 06/06/2018.

Royaume-Uni

[Niveau de vie, pauvreté et inégalités au Royaume-Uni en 2018](#)

The Institute for Fiscal Studies report: [Living standards, poverty and inequality in the UK](#) shows that median real incomes rose 8 per cent between 2011-12 and 2016-17, but grew at only half that pace at the 10th and 90th percentile of the income distribution.

J. Cribb, A. Norris Keiller, T. Waters. [Institute For Fiscal Studies - Rapport](#), 06/2018.

[Depuis 2010, selon les chiffres officiels, la pauvreté des enfants a augmenté deux fois plus vite](#)

A. Corlett, S. Clarke, C. D'Arcy, J. Wood. Resolution Foundation. Rapport 07/2018

Amérique du Nord

Etats-Unis

[Missing Poor in the U.S.A](#)

Dans la mesure où les individus pauvres affrontent des conditions de survie moins bonnes que les individus non-pauvres, on peut s'attendre à ce qu'un gradient revenu/mortalité plus prononcé mène, par une sélection basée sur le revenu, à un taux de pauvreté inférieur arrivé à un âge avancé.

Ce document du [Bureau d'Économie Théorique et Appliquée](#) (BETA) utilise des données au niveau national américain sur la pauvreté au-delà de 65 ans et l'espérance de vie en fonction des niveaux de revenu pour tester l'hypothèse du « *pauvre disparu* » (*missing poor*).

M. Lefebvre, P. Pestieau, G. Ponthiere. BETA. Document de Travail n° 2018-32 - 07/2018

Médias

[La France est la championne d'Europe, et probablement du monde, dans les dépenses de protection sociale](#)

Une situation *qui s'explique essentiellement par les risques vieillesse (retraites, minimum vieillesse, dépendance) et santé*, a résumé Jean-Marc Aubert, directeur du service de statistiques des ministères sociaux, en présentant l'étude à la presse.

Jean-Marc Aubert. DREES, [Communiqué de presse](#) 20/06/ 2018.

[La France est le champion d'Europe, dans les dépenses de protection sociale](#)

Les [comptes](#) de la protection sociale publiés par la Direction de la recherche, des études de l'évaluation et des statistiques (DREES) classent la France parmi les pays européens les plus actifs dans la lutte contre la pauvreté. Entre 2008 et 2016, elle a réussi à faire baisser son taux de risque de pauvreté ou d'exclusion de 0,3 point. Une politique qui s'avère efficace pour réduire la pauvreté.

Lilian Alemagna, Amandine Cailhol. Libération, article 21/06/2018.

Agenda

Précarité énergétique

[Les territoires, acteurs de la lutte contre la précarité énergétique](#)

L'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) organise son 3^{ème} colloque intitulé *Les territoires, acteurs de la lutte contre la précarité énergétique*, le 23 novembre 2018 à Bordeaux dans les locaux du Conseil départemental de la Gironde. Ce colloque rassemblera des acteurs publics, privés, associatifs qui œuvrent contre la précarité énergétique aux différents échelons territoriaux (européen, départemental, local). Il proposera des ateliers sur des sujets aussi variés que le repérage des ménages en situation de précarité énergétique, les dispositifs d'aides, l'accompagnement et la sensibilisation des ménages, la mobilité, la santé, ...

ONPE. [Colloque](#) 02/07/2018.

En complément de *La Lettre*, l'ONPES publie, en partenariat avec [France Stratégie](#), un recensement d'études et de rapports qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'attention des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels.

Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par l'ONPES peuvent être transmis à : fatima.guemiah@sante.gouv.fr

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications merci de vous inscrire à :

drees-onpes@sante.gouv.fr

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos productions sur le site : www.onpes.gouv.fr
